

CONCESSION DE SERVICE

De type « Restauration rapide »
Pour l'exploitation et la gestion
d'un point de restauration mobile de type FOOD TRUCK
sur le site du centre de loisir de la Naïade dans la Base Navale à Toulon

Dossier N° 2026 055 CS/CBdDT 2026

Entre

Le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon,
Dénommé ci-après « le concédant ».

D'une part,.....

Et

La personne habilitée à engager sa signature,
Dénommée ci-après « le concessionnaire ».

D'autre part,.....

Table des matières

Article liminaire	5
Article 1 : Objet de la concession	5
Article 2 : Documents contractuels	5
Article 3 : Estimation du contrat	5
Article 4 : Dispositions générales.....	5
4.1 Mode de passation	5
4.2 Durée de la concession	5
4.3 Lieu d'exécution	6
4.4 Caractéristiques exigée de l'établissement mobile	6
4.5 Obligation du concédant.....	6
4.6 Obligation du concessionnaire	6
4.7 Cession du contrat et subdélégation	8
4.8 Contrôle du concédant.....	8
Article 5 : Dispositions liées à l'activité	8
5.1 Horaires d'ouverture de l'établissement mobile	8
5.2 Périodes d'activités	8
5.3 Conditions de l'activité	8
5.4 Délais d'exécution de l'activité.....	9
5.5 Obligation de résultat	9
5.6 Continuité de service.....	9
5.7 Prestations supplémentaires éventuelles	9
5.8 Assurance	9
5.9 Dispositions relatives au concessionnaire et à son personnel	10
5.10 Protection des données à caractère personnel	10
Article 6 : Dispositions financières	10
6.1 Rémunération du concessionnaire	10
6.2 Forme des prix	10
6.3 Redevance.....	11
Article 7 : Pénalité / résiliation	11
7.1 Pénalité	11
7.1.1 Pénalité pour absence de service.....	11
7.1.2 Pénalité suite contrôle sanitaire	11
7.1.3 Pénalité pour non remise de l'état hebdomadaire des ventes	12
7.1.4 Pénalité pour non-respect des tarifs mentionnés dans le Bordereau de prix unitaire	12
7.1.5 Pénalité en cas de non-respect de la continuité de service	12

7.1.6 Exonération des pénalités.....	12
7.2 Résiliation	12
7.3 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général.....	13
7.4 Redressement ou liquidation judiciaire	13
Article 8 : Développement durable	13
Article 9 : Dispositions réglementaires : Respect de la réglementation dans le domaine de la sécurité des aliments.....	13

Représentation des parties

Autorité concédante : le Cercle de la Base de Défense de Toulon (Etablissement Public et Administratif) – Unité de Gestion Interarmées / Centre de loisirs La Naïade.

Adresse postale :

BCRM Toulon

Cercle de la Base de Défense de Toulon

1 Avenue Amiral Aube - BP 151

83 800 Toulon Cedex 9

Représentant légal :

Le représentant légal de la personne publique concernée, représentant l'autorité concédante, est le CRP Nicolas ROUAULT, Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Représentant administratif :

Le représentant administratif de la présente concession est le bureau achats publics au sein du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Tél : 04 22 43 89 24

Représentant local :

Le gérant du Centre de Loisirs La Naïade est le PM Anthony PILLOUD.

Tel : 04 22 42 53 45

Courriel : anthony.pilloud@intradef.gouv.fr

La gérante adjointe du Centre de Loisirs La Naïade est la MT Julie MANGEOT.

Tel : 04 22 42 53 45

Courriel : julie.mangeot@intradef.gouv.fr

Le concessionnaire :

Le représentant légal du concessionnaire, habilité à représenter le concessionnaire pour les besoins de l'exécution du marché : coordonnées à transmettre au représentant administratif dès notification.

Contexte actuel :

Afin de proposer de façon pérenne une offre alimentaire alternative et complémentaire au personnel travaillant sur le site de la Base Navale, le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon souhaite confier, pour une période d'un (1) an reconductible trois (3) fois, la gestion et l'exploitation d'un établissement mobile de restauration rapide au titre « d'une concession de service de type restauration rapide ».

Article liminaire

Les litiges et différends nés de l'exécution de ce marché seront soumis au juge administratif français.

Le tribunal administratif de Toulon est seul compétent.

Les correspondances et documents relatifs à cette consultation sont rédigés en français.

L'unité monétaire est l'Euro.

Article 1 : Objet de la concession

Le présent cahier des clauses particulières a pour objet de définir les modalités d'exercice de la concession de service de type « restauration rapide », exécuté par un établissement mobile fonctionnant uniquement à l'électricité.

L'exploitation se fera aux frais et risques exclusifs du prestataire retenu conformément aux dispositions de l'article L1121-1 du code de la commande publique.

Les prestations du concessionnaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations du présent marché. Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le concessionnaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Article 2 : Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (Annexe A) complétés, datés et signés par le concessionnaire ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'annexe 1 du CCP – Annexe domaniale ;
- L'annexe 2 du CCP – Plan du site ;

Article 3 : Estimation du contrat

Les données sont fournies à titre indicatif et n'engagent pas l'administration.

Le nombre potentiel de personnes présentes sur le site est évalué à 250 le midi. Exceptionnellement, des prestations en soirée peuvent être sollicitées.

Conformément à l'article R3121-1 du code de la commande publique, la valeur estimée du chiffre d'affaires susceptible d'être réalisé, charges et redevance incluses, est déterminée en fonction du nombre de personnes fréquentant le site à raison de la consommation de restauration par jour ouvrable. **Le chiffre d'affaires annuel moyen est estimé à 120 000 € HT (cent vingt mille euros hors taxes).**

Le concessionnaire ne pourra se retourner contre le concédant si le chiffre d'affaires escompté n'est pas celui réalisé.

Article 4 : Dispositions générales

4.1 Mode de passation

La consultation est passée sous la forme d'une procédure avec publicité et mise en concurrence et conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Conformément à l'article L1121-1 du code de la commande publique, le contrat de concession implique un transfert de risque pour le prestataire lié à l'exploitation du service.

4.2 Durée de la concession

La concession est souscrite pour une période de douze (12) mois, à compter de la date de début d'exécution, puis est renouvelable trois (3) fois douze (12) mois par tacite reconduction, chaque année à la date anniversaire du début d'exécution. La durée totale de la concession ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

La date de début d'exécution est fixée au 4 avril 2026.

L'activité devra être commencée impérativement, au plus tard vingt et un (21) jours après la date de début d'exécution de la présente concession de service. Elle sera renseignée sur le courrier de notification.

En cas de décision de non reconduction, le concessionnaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception avec un préavis de deux (2) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

4.3 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécuteront au profit du personnel du Ministère des Armées et des Anciens Combattants et du personnel hors défense qui travaillent ou fréquentent le site du centre de loisirs de la Naïade à Toulon.

L'établissement mobile sera positionné sur une surface attenante au centre de loisirs (annexe 2 du CCP – Plan du site).

4.4 Caractéristiques exigée de l'établissement mobile

L'établissement doit fonctionner uniquement à l'électricité.

L'établissement doit avoir une capacité de service moyenne de 250 personnes afin de permettre une restauration sur place ou à emporter. Le concessionnaire fournira au bureau achats publics, dès la notification de la concession, une adresse mail et un numéro de téléphone permettant la prise de commandes avant les heures d'ouvertures de l'établissements. Les commandes anticipées sont limitées à 100 et les réservations doivent avoir lieu avant 11h00.

L'établissement doit présenter un esthétique agréable, convivial voire un covering récent.

Le concessionnaire devra privilégier des produits frais, bios et locaux.

Les prix devront être clairement affichés sur le site mis à disposition ainsi que la liste des allergènes.

4.5 Obligation du concédant

Le contrat de concession emporte occupation du domaine public et vaut titre d'occupation conformément à l'article L3132-1 du code de la commande publique.

Le concédant s'engage à :

- Lui garantir un emplacement pour exercer son activité (plan du site en annexe 2 du CCP) ;
- Fournir une alimentation électrique à titre gratuit ;
- Mettre à disposition un local et un réfrigérateur pour le stockage froid à titre gratuit.

4.6 Obligation du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à :

- veiller que son établissement fonctionne exclusivement à l'électricité,
- effectuer les préparatifs indispensables à la mise en place du projet ;
- proposer un établissement avec covering récent ;
- ne pas établir d'autres installations autre que celle imposée dans la concession, ni procéder à des travaux sur le site. Toutefois, le concessionnaire pourra proposer au directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon des sujétions pour l'amélioration des prestations proposées.

En outre, il s'engage à :

- fournir la déclaration auprès de Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) relative à la commercialisation des denrées d'origine animale (CERFA 13984*06) ;
- mettre en place et fournir au concédant, **avant le début de l'activité**, un plan de maîtrise sanitaire adapté ;
- fournir au concédant, avant le début de la réalisation de la présente concession, les certificats d'aptitude médicale du personnel appelé à manipuler les denrées alimentaires ;

- fournir au concédant, avant le début d'activité, les attestations de formation du personnel à la sécurité des aliments ;

- mettre en œuvre les mesures décrites dans le Guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroriste - document interministériel de janvier 2014.

Pour cela, le concessionnaire fournit en complément de l'attestation transmis auprès du concédant dans laquelle il s'engage à respecter les recommandations du guide précité :

- ✓ Un document attestant de la certification de cette démarche Food défense (IFS, BRC, PAS96, ISO 22000...)
- ✓ Un descriptif des mesures en place suivant l'annexe B.

Cette démarche peut être audité à tout moment par le concédant ou son représentant.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu de fournir au concédant dès la notification de la concession de service l'identité des chauffeurs et l'immatriculation des véhicules prévus pour accéder au site de la Base Navale de Toulon.

- à ne pas faire apparaître sur le conditionnement, l'étiquetage, l'emballage et les palettes des produits, toute mention permettant d'identifier clairement le Ministère des Armées et des Anciens Combattants comme client ;

- à fournir des produits dont le conditionnement et l'emballage sont conçus de manière à pouvoir détecter facilement leur ouverture (cartons scotchés, bagues d'inviolabilité, opercules...) ;

- maintenir les espaces en constant état de propreté ;

- assurer le rangement des matériels ;

- améliorer de façon permanente la qualité du service rendu ;

- afficher au public de manière visible les prix en € TTC des produits en vente et des formules proposées ;

- mettre en place un terminal de paiement sans contact afin que le paiement puisse être effectué par ce dispositif ;

- détenir suffisamment de monnaie pour gérer le paiement en numéraire. Aucune monnaie sera délivrée par le responsable du site de la Naïade ;

- signaler au concédant, dès qu'il en a connaissance, tout évènement risquant d'entraîner des dégradations aux locaux et matériels. A défaut, il en sera tenu responsable ;

- faire son affaire personnelle de tous risques et litiges, de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il demeure seul responsable vis-à-vis de l'Etat, des tiers et usagers, de tous accidents, dégâts ou dommages ;

- remettre en l'état les espaces et installations initialement confiés s'il s'avère, lors des inventaires contradictoires, que ceux-ci aient subis des dégradations causées par sa négligence ;

- remettre, à l'issue de la période de la concession, et pour quelque cause que ce soit :

1°) les lieux en leurs états initiaux, faute de quoi les mesures pour y parvenir lui seront imputées par l'autorité militaire, à moins qu'il n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont il devra, dans ce cas, céder gratuitement à l'état ;

2°) les matériels identiques à ceux initialement confiés ;

3°) les locaux et équipements éventuels dans un état d'usure ou de vétusté correspondant à leur utilisation normale ;

- réparer à ses frais toutes dégradations causées par une négligence de sa part ;

- faire son affaire personnelle d'éventuels vols, détérioration ou perte des matériels et marchandises stockés.

- en cas d'incidents précités, il est convenu que la responsabilité de l'administration est totalement dégagée.

- développer une pratique partenariale favorisant une exécution harmonieuse de la concession ;

- prendre en compte les résultats des enquêtes de satisfaction que le centre de loisirs de la Naïade sera amené à mettre en place pour mesurer la satisfaction des clients de l'établissement mobile de restauration rapide ;
- mettre en œuvre des actions correctives sur les points faibles relevés par les enquêtes de satisfaction réalisées par le concédant ;
- pouvoir déplacer son établissement mobile de façon immédiate par décision des services techniques ou de sécurité de la Base Navale de Toulon. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque indemnité.

4.7 Cession du contrat et subdélégation

Aucune cession de délégation partielle ou totale, aucun changement de concessionnaire ne peut avoir lieu, sous peine de nullité et résiliation de la concession aux torts du concessionnaire, sans l'autorisation préalable du concédant.

De même, pour tout renfort de personnel, les formalités sont identiques.

4.8 Contrôle du concédant

Le concédant contrôle le service concessionnaire.

A cet effet, le concessionnaire fournit sur demande du concédant, ou de son représentant, tous les renseignements et documents nécessaires à l'exercice de sa fonction.

Sur demande l'administration, le concessionnaire devra fournir un état des ventes par produit avec les justificatifs adaptés.

Des contrôles inopinés seront effectués par le concédant ainsi que par toute personne désignée par celui-ci et porteront sur :

- la qualité des prestations ;
- l'accueil et la tenue du personnel ;
- la propreté et l'aménagement de l'établissement ;
- l'hygiène des aliments : les contrôles officiels dans le domaine de la sécurité des aliments seront effectués par le service de santé des armées ;
- l'état des matériels et les installations techniques de l'établissement ;
- la tenue administrative et comptable des documents.

Article 5 : Dispositions liées à l'activité

5.1 Horaires d'ouverture de l'établissement mobile

Les jours et horaires d'ouverture sont **du lundi au vendredi de 11h00 à 13h30**.

Le cas échéant, en cas de prestations exceptionnelles (soirées, cérémonies officielles ...), le food-truck sera ouvert de 18h00 à 21h00.

Les jours et horaires des commandes anticipées sont du lundi au vendredi de 9h00 à 11h00.

Les horaires d'ouverture pourront être modifiés voire modulés en fonction des ventes. Toute modification devra être approuvée par le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

5.2 Périodes d'activités

L'établissement devra être ouvert toute l'année. Exceptionnellement des congés seront acceptés pendant les périodes éventuelles de fermeture du bar de la Naïade : 3 semaines durant les vacances estivales et deux semaines pendant les fêtes de fin d'année.

5.3 Conditions de l'activité

Le concessionnaire ne pourra pas vendre de boissons (eau, sodas, café, thé...), ni les mêmes produits que ceux proposés pendant les horaires d'ouverture du bar du centre de loisirs de la Naïade. Les produits disponibles à la vente devront correspondre à ceux indiqués sur le bordereau de prix et validés par le concédant.

Lors d'évènement à thème, le concessionnaire pourra proposer un menu ou un sandwich en rapport avec le thème conformément aux prix indiqués dans l'annexe financière.

Le responsable du site du centre de loisirs de la Naïade et le concessionnaire devront se concerter au minimum quinze (15) jours avant l'évènement afin de proposer un ou des articles en rapport avec l'évènement.

Dans le cas d'une fermeture du bar, le concessionnaire pourra vendre des boissons sans alcool.

5.4 Délais d'exécution de l'activité

Le concessionnaire devra être en mesure de débiter l'activité décrite dans le présent cahier des charges, **au maximum vingt et un (21) jours après la date de début d'exécution de la concession de service.**

Afin de caler les modalités administratives (accès), logistiques (menus, liste des produits sélectionnée, etc...) et techniques éventuels, une réunion de lancement est susceptible d'être organisée dans les jours qui suivront la notification de la concession.

La date de lancement de l'activité sera indiquée dans le courrier de notification. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'un éventuel retard de début d'activité.

5.5 Obligation de résultat

Le concessionnaire devra produire le nombre de sandwiches, menus et desserts demandés, aux heures demandées et conformément au bordereau de prix unitaire (BPU) validé. Il ne pourra se prévaloir de ne pas pouvoir assurer le service à ce titre.

5.6 Continuité de service

Hors des périodes de congés éventuelles, le service devra être assuré. Aucune interruption de service ne sera permise sauf cas de force majeure dûment justifié. En cas d'absence du concessionnaire, celui-ci devra mettre en place, à sa charge exclusive, du personnel habilité et formé afin d'assurer la continuité de service. Une limite maximale de quinze (15) jours par an est fixée en cas d'absence du concessionnaire et de son remplacement par un tiers. Hors cas de force majeure, le concessionnaire encourra les pénalités mentionnées dans l'article 7.1.5 *infra*.

Le personnel, mis en place, devra avoir satisfait aux obligations de contrôle élémentaire de sureté conformément à l'article 5.9 du présent CCP.

5.7 Prestations supplémentaires éventuelles

Le concédant pourra négocier, avec le concessionnaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un contrat de prestations supplémentaires en application des articles L3135-1 et R3135-1 du Code de la Commande Publique.

5.8 Assurance

Le concessionnaire est responsable des dommages que son activité pourrait causer directement ou indirectement à l'égard de son personnel, aux tiers, aux usagers, à la personne publique, à ses biens et aux biens appartenant à l'Etat.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

A ce titre, le concessionnaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent contrat.

Il souscrira également les polices d'assurance nécessaires contre tout dommage causé à l'Etat et aux biens confiés, couvrant notamment les sinistres tels que, dégâts des eaux et incendie, explosion, foudre, intempéries, inondation ainsi que les dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Le montant des garanties souscrites pour couvrir les risques d'intoxication alimentaire et d'empoisonnement ne peut être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché français de l'assurance.

Il s'engage à remettre à l'autorité concédante, une attestation de son assureur indiquant la nature, le

montant et la durée de la garantie.

Le concessionnaire s'engage à informer expressément l'autorité concédante de toute modification de son contrat d'assurance.

Il fera parvenir au concédant une attestation d'assurance à chaque renouvellement de celle-ci.

5.9 Dispositions relatives au concessionnaire et à son personnel

Pour permettre l'accès au site et à la circulation du personnel dans l'enceinte de la Base Navale de Toulon, un contrôle élémentaire de sûreté sera effectué pour chaque soumissionnaire au cours de la procédure. Il en sera de même pour son personnel. **A ce titre, le formulaire C.E.R « Contrôle élémentaire au recrutement » sera renseigné et signé. Il devra obligatoirement nous être renvoyé, conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement de consultation « accès ».** Le concessionnaire s'engage à employer du personnel ayant satisfait au contrôle élémentaire de sûreté nécessaire aux habilitations.

La procédure administrative nécessaire aux habilitations est conduite conformément aux procédures en vigueur auprès des services compétents.

La perte de l'habilitation en cours d'exécution de la concession entraînera sa résiliation, sans préavis et sans aucune indemnité.

5.10 Protection des données à caractère personnel

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le concessionnaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Article 6 : Dispositions financières

6.1 Rémunération du concessionnaire

Le concessionnaire se rémunère directement sur les usagers aux prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire validé par le concédant.

Le concessionnaire assure le service à ses risques et périls et ne pourra pas demander à l'administration de prise en charge complémentaire.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, éco participatives ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de la présente concession, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'encaissement des fonds (recettes), leur conservation et leur transport se font sous l'unique responsabilité du concessionnaire.

6.2 Forme des prix

Les prix sont définitifs, fermes et révisables. Ils restent inchangés à compter de la date de début d'exécution de la concession.

Ils sont ensuite révisables, à l'initiative du concessionnaire, annuellement **à la date anniversaire de la date de début d'exécution de la concession de service**, à la hausse ou à la baisse en fonction du tarif du fournisseur applicable à l'ensemble de sa clientèle et en vigueur à cette échéance.

Le concessionnaire transmettra à l'autorité concédante, pour contrôle et validation, au moins deux (2) mois avant la date de révision sa demande au bureau achats publics par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception.

Les augmentations de tarifs devront être accompagnées de justificatifs.

L'autorité concédante peut refuser l'augmentation si elle n'est pas dûment justifiée. Aucune révision de prix ne sera accordée au-delà de cette date. A défaut, les prix seront maintenus pour une année supplémentaire.

Les modifications des prix sont effectives qu'après accord écrit du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon et s'appliquent à compter de la date d'anniversaire du début d'exécution du contrat.

Clause butoir

Les prix sont plafonnés à une augmentation maximale de 2,5% par an.

Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 2,5% par an, la concession de service pourra être résiliée par l'autorité concédante sans indemnité.

6.3 Redevance

La présente concession emporte occupation du domaine public et vaut autorisation d'occupation du domaine pour sa durée conformément à l'article L3132-1 du code de la commande publique.

L'autorisation d'occupation du domaine est accordée *intuitu personae* au titulaire de la présente concession.

La redevance domaniale fixée par la direction départementale des finances publiques et les conditions d'occupation sont fixées dans l'annexe domaniale.

Article 7 : Pénalité / résiliation

7.1 Pénalité

En cas de non-respect des dispositions de la présente concession, les sanctions pécuniaires suivantes pourront être appliquées par décision du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon :

7.1.1 Pénalité pour absence de service

En cas d'absence de service non justifié, la pénalité prévue est de 500 € (cinq cents euros) par jour.

7.1.2 Pénalité suite contrôle sanitaire

A la suite d'un contrôle officiel de sécurité sanitaire (article 4.7 contrôle du concédant), le niveau d'hygiène sera évalué et affiché conformément au décret n°2016-1750 du 15 décembre 2016. Il conditionnera les montants des pénalités appliquées (voir tableau des constats ci-après).

Cette information participe à l'amélioration de la confiance du consommateur et s'inscrit dans une évolution de transparence des actions de l'Etat.

Constats	Suites données	Niveau d'hygiène et affichette
*Aucune non-conformité ou des non-conformités mineures	Pas de suite	Très satisfaisant
*Présence de non-conformités mineures OU *Présence d'écarts majeurs ayant fait l'objet d'un plan d'actions correctives satisfaisant	Lettre de rappel règlementaire	Satisfaisant
*Présence d'écarts majeurs faisant l'objet d'un plan d'actions correctives non satisfaisant ; OU *Persistance d'écarts non majeurs et/ou majeurs déjà signalés par rappel règlementaire lors d'un précédent contrôle	Lettre d'ordre de mesures correctives Pénalité de 100 € (cent euros) par écart constaté	A améliorer
Persistance des écarts après	Risque de fermeture de l'organisme,	A corriger de manière

transmission de la lettre d'ordre de mesures correctives	suspension ou retrait d'agrément. Risque de résiliation de la présente concession de service et sanction financière d'un montant de 10 000 € (dix mille euros)	urgente
--	--	---------

7.1.3 Pénalité pour non remise de l'état hebdomadaire des ventes

En cas de retard ou d'absence de présentation de l'état hebdomadaire des ventes conformément à l'article 4.7 du présent CCP, la pénalité prévue est de 100 € (cent euros).

7.1.4 Pénalité pour non-respect des tarifs mentionnés dans le Bordereau de prix unitaire

En cas de non-respect des tarifs indiqués dans l'annexe financière, le soumissionnaire encourt une pénalité de 100 € (cent euros) par manquement constaté.

7.1.5 Pénalité en cas de non-respect de la continuité de service

En cas de dépassement du délai 15 jours mentionné dans l'article 5.6 *supra*, le concessionnaire encourt une pénalité de 100€ (cent euros) par jour.

7.1.6 Exonération des pénalités

Le concessionnaire peut demander à l'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, la levée de toute sanction dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du décompte de pénalités. Il produit tout document utile permettant de justifier le non-respect de ces obligations.

Ce courrier devra être adressé à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon
1 avenue Amiral Aube – BP 151
83000 Toulon

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du courrier du concessionnaire l'administration l'informe de sa décision de maintenir ou de lever la sanction.

7.2 Résiliation

Seul le concédant peut, de plein droit, mettre fin à la présente concession en cas de manquement avéré du concessionnaire à ses obligations et dispositions prévues dans le présent document.

Cette disposition sera précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

Elle sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception.

La présente concession sera automatiquement résiliée, de plein droit, sans aucun préavis, ni formalité et sans aucune indemnité dans les éventuels cas suivants :

- Cessation de paiement ;
- Liquidation judiciaire ;
- Absence prolongée du concessionnaire (durée supérieure à 20 jours ouvrables par an) ;
- non mise en œuvre des actions correctives sur les points faibles relevés par les enquêtes de satisfactions ;
- non-respect de la réglementation dans le domaine de la sécurité des aliments ;
- Infraction à la législation, fiscale et au code de travail ;
- Perte de l'habilitation quant à l'accès au site (article 5.9 du présent CCP) ;
- Persistance des écarts après transmission de la lettre d'ordre de mesures correctives (article 7.1 du CCP).

A cet effet, le concessionnaire fournit semestriellement les attestations fiscales à jour, ainsi que tous les documents relatifs à ses obligations découlant du Code de travail, notamment les attestations d'URSSAF précisant qu'il est à jour de ses obligations patronales.

En cas d'infraction à la législation fiscale, le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon peut prononcer la déchéance du concessionnaire et organiser la mise en régie à ses frais et risques exclusifs.

Outre les mesures prévues à l'article 7.2, le concédant peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du concessionnaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose. Sauf en cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront exclusives au concessionnaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le concédant.

7.3 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

Le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon peut, à tout moment, résilier la présente concession suite à une décision de la tutelle du concédant remettant en cause l'avenir (fusion, dissolution, cessation d'activité, changement de statut, etc.) de l'établissement public administratif (EPA CBdDT) ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation de la concession ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En cas de cessation d'activité, une notification en recommandée avec accusé de réception est adressée au concessionnaire qui procèdera au retrait de ses matériels et marchandises lui appartenant dans un délai de quinze (15) jours sans indemnité de sa part. A l'échéance de la période considérée, le matériel sera considéré comme abandonné.

7.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent seront applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de la société du concessionnaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire sera notifiée au directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon qui le communiquera au conseil d'administration. Il en sera de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de cette concession.

En cas de redressement judiciaire, le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon adressera au mandataire judiciaire une mise en demeure lui demandant si le concessionnaire entend poursuivre l'exécution de la concession, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de réponse négative ou en absence de réponse dans le délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure, la résiliation de la concession sera prononcée de plein droit.

La résiliation prendra effet à la date de la décision du mandataire judiciaire ou du concessionnaire de renoncer à poursuivre l'exécution de la concession du service public, ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le concessionnaire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée de plein droit à la date de prise d'effet du jugement.

Article 8 : Développement durable

Tous les consommables jetables seront fabriqués en matière biodégradable. Il sera interdit d'utiliser des produits en matière plastique à usage unique ou toute autre matière non biodégradable.

Article 9 : Dispositions réglementaires : Respect de la réglementation dans le domaine de la sécurité des aliments

L'établissement mobile de restauration rapide de type « Food-Truck » dont relève le présent CCP, est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité des aliments. Le concessionnaire devra respecter la réglementation en vigueur, notamment les textes suivants :

- Règlement (CE) n° 178/2002 du parlement européen et du conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) N° 852/2004 et N° 853/2004 du parlement européen et du conseil du 29 avril 2004 relatifs à l'hygiène des denrées alimentaires ;

- Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;
- Arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant ;
- Décret n°2016-1750 du 15 décembre 2016 organisant la publication des résultats des contrôles officiels en matière de sécurité sanitaire des aliments ;
- Arrêté du 28 février 2017 relatif aux modalités d'application du décret n°2016-1750 du 15 décembre 2016.

Conformément à la réglementation (décret n° 2011-731 du 24 juin 2011 relatif à l'obligation de formation en matière d'hygiène alimentaire de certains établissements de restauration commerciale) le concessionnaire devra présenter, avec son offre, une attestation de formation spécifique en matière d'hygiène alimentaire d'une durée de 14h conforme au référentiel décrit à l'annexe II de l'arrêté du 12 février 2024.